

## Les contraintes du marché du développement

Jean-Pierre Olivier de Sardan

Entretien avec Daniel Fino

*Le présent cahier porte sur le rôle de la coopération au développement dans le nouveau contexte international (mondialisation des rapports économiques, modèle néo-libéral, marginalisation accrue de zones et de couches de population, etc.).*

*Ma première question touche au problème du rôle de la recherche dans ce débat. A mon avis, les réflexions menées sont largement dominées par des analyses de type macro-économiques et de politique internationale. Avec votre livre vous venez de montrer que les sciences sociales ont des apports importants à faire.*

*Est-ce que vous partagez l'opinion que, d'une manière générale, les sciences sociales ne contribuent pas suffisamment à ce débat? Pour quelles raisons? Quels devraient être les domaines où les sciences sociales pourraient être davantage présentes?*

Je partage bien sûr votre opinion. Les raisons en sont multiples. Mais nettoyons d'abord devant notre porte. C'est en effet aussi de la faute des sciences sociales si elles n'ont pas joué un rôle plus important en ce qui concerne les opérations de développement. Probablement pour deux grands types de raisons. D'une part parce que les chercheurs en sciences sociales se sont souvent quelque peu désintéressés de l'aspect appliqué, pratique, opérationnel de leur discipline. Le rapport entre théorie et pratique dans les sciences sociales est assez déséquilibré. Cela me semble injustifié. Dieu sait

77

Fonds Documentaire ORSTOM



010008969

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote: B\*8969 Ex: 1

pourtant que je ne suis pas contre la théorie, mais je veux dire qu'il n'y a aucune raison pour que la recherche fondamentale méprise la recherche appliquée. Les deux vont de pair, c'est-à-dire qu'en ce qui concerne le développement il faut à la fois une bonne recherche fondamentale et une bonne recherche appliquée.

La deuxième raison du retrait des sciences sociales par rapport aux opérations de développement, c'est l'usage trop généralisé de paradigmes trop totalisants, qui laissent peu de place au jeu des acteurs, c'est-à-dire à l'espace politique de la pratique du développement. L'attention a été trop exclusivement tournée vers les structures, les dominations, les systèmes, ce qui rend les sciences sociales peu opérationnelles, d'une certaine façon. Je ne veux pas du tout dire par là qu'il ne faut pas prendre en considération les structures, les systèmes et les dominations. Mais elles ont probablement été trop privilégiées à un moment de l'histoire des sciences sociales.

Ceci étant dit, il y a quand même eu, depuis une quarantaine d'années, un certain nombre de chercheurs en sciences sociales qui ont participé au débat sur le développement. Mais leurs contributions sont longtemps restées dans le domaine de la "littérature grise", de rapports non visibles aux yeux du monde académique de la recherche. Cela ne veut pas dire que les travaux qu'ils ont fait ne soient pas bons. Nombre d'excellents chercheurs en sciences sociales ont commencé leur carrière en travaillant pour des institutions de développement. Il y a donc quand même une certaine tradition de la recherche appliquée, qui s'est en particulier manifestée dans le domaine du développement du Sud. Elle est cependant restée au second rang.

Mais cette césure entre recherches théorique et appliquée tient aussi à des raisons qui ne sont pas de la responsabilité des sciences sociales. Elle tient en particulier au fait que le développement est piloté généralement par des politiques pour qui la macro-économie ou les disciplines "techniques" constituent les formes d'expertise privilégiées, pour ce qui concerne la conception générale du développement comme pour sa mise en œuvre.

Ainsi, si l'on gère le développement rural on fera appel à des agronomes, si l'on s'occupe de santé, ce sont évidemment les médecins qui seront avant tout concernés, et si l'on touche à la ville, ce sont probablement les urbanistes ou certains géographes qui seront convoqués. Dans toutes ces disciplines, il y a une part technique forte qui, au fond, revendique le pilotage. Certes la prise de conscience est croissante, au sein de ces disciplines elles-mêmes, qu'on ne peut pas planifier les comportements humains comme on peut planifier la recherche technique. Ce phénomène a entraîné une sorte de

prise en compte "en amateur" des problèmes sociaux au sein de ces disciplines, où l'on se met à pratiquer une socio-anthropologie au rabais, en "kit", une "do it yourself sociology". Il s'agit hélas souvent plus de discours ou de rhétoriques plus ou moins populistes que de réelle compétence socio-anthropologique; l'invocation de la participation, du terrain, des paysans, des femmes, de l'autopromotion, etc. suffisant à faire croire à peu de frais que l'on tient compte des aspects sociaux, politiques et culturels. Ce phénomène aussi a probablement marginalisé la socio-anthropologie "sérieuse" dans le champ du développement.

*Un de vos constats porte en effet sur l'utilisation approximative, superficielle, voire dilettante des sciences sociales dans le monde du développement. A mon avis, le fait que la réalité sociale est interprétée d'une façon erronée constitue une cause profonde des échecs de certaines interventions de la coopération. D'où cela provient-il? La faute en revient-elle vraiment uniquement aux "développeurs", qui se "débrouillent" sur le terrain, ou bien y a-t-il peut-être aussi des lacunes au niveau des chercheurs, qui ne sont pas en mesure de proposer des méthodes adéquates?*

Côté recherche, il est vrai que beaucoup de chercheurs, quelle que soit leur institution, ne sont souvent pas prêts au dialogue avec les opérateurs de développement. Ils refusent les cahiers des charges qu'on leur propose ou n'essayent pas de comprendre les contraintes des bailleurs de fonds. Si un chercheur dit "ce que vous me demandez nécessite deux ans d'études et des fonds inépuisables", aucun opérateur de développement ne pourra bien sûr l'accepter. Je ne veux pas dire que les chercheurs parlent tous ainsi, mais cela arrive. Les chercheurs doivent être en mesure d'accepter qu'il y a un certain nombre de contraintes liées à l'action. La définition de leur sujet ne peut souvent pas être aussi encyclopédique et le temps imparti ne peut pas être aussi long qu'ils le voudraient.

Du coup on a assisté à la tentative de certains experts et bureaux d'étude de récupérer un certain nombre d'acquis, de méthodes, issus de l'anthropologie, transformés en l'occurrence en recettes, pour faire des "enquêtes rapides". Je suis d'accord sur le principe d'enquêtes socio-anthropologiques plus courtes et plus adaptées, à condition que la vigilance méthodologique n'en soit pas pour autant diminuée. Or tel est bien le problème des enquêtes rapides sous formes de "package", qui proposent des procédures stéréoty-

pées, trop courtes et trop “passe partout”. On se retrouve dans une situation bizarre où l’on prétend faire des enquêtes anthropologiques sans anthropologues, et sans temps, réalisées sous des formes qui sont souvent caricaturales. C’est le cœur du problème. Actuellement, pour beaucoup de bailleurs de fonds, la MARPP (méthode accélérée de recherche et de planification participative), issue de la RRA (rapid rural appraisal), semble être devenue “la” solution. Ils ont l’impression qu’avec cela ils vont connaître “enfin” les “vrais besoins” des populations, exprimés par elles-mêmes. Typiquement, croire qu’on pourrait connaître les “besoins” d’une population en envoyant quelques personnes procéder à des entretiens de groupe et mettre en œuvre quelques gadgets psychosociologiques et cartographiques dans un village pendant une semaine, c’est parfaitement ridicule. Avec l’intention louable d’utiliser activement la méthode anthropologique, on arrive à des résultats désarmants de naïveté. Il est vrai qu’il y a aussi derrière cela un “marché” à prendre et de réels enjeux financiers.

En fait, selon les cas, une recherche en sciences sociales réalisée dans une perspective opérationnelle implique une gamme assez vaste de méthodes de travail. Parfois il faut pouvoir passer quatre mois quelque part, parfois une semaine suffit, selon la nature du problème considéré et selon la compétence préalable de celui qui mène l’étude. Des entretiens individuels répétés sont le plus souvent indispensables. Phases collectives et phases individuelles doivent être alternées. Une “planification villageoise collective” est tout ce qu’on veut sauf un processus simple, clair, rapide et évident. Il est absurde de vouloir promouvoir une sorte de prêt-à-porter extrêmement simplifié d’enquêtes qualitatives sommaires, même si les contraintes des bailleurs de fonds sont réelles. On peut accepter ces contraintes sans en arriver à ce degré de caricature que représente la MARPP.

*Vous parlez abondamment dans votre livre des stéréotypes véhiculés dans le monde du développement. A mon avis, un des grands handicaps pour faire jouer un rôle nouveau à la coopération est justement la forte présence de stéréotypes parmi les gens qui interviennent. Ces mythes bloquent sévèrement les changements sociaux souhaités par les gens concernés alors qu’ils devraient au contraire être appuyés par la coopération au développement. Ce constat étant fait, je veux vous poser différentes questions car je pense que vous avez touché un problème fondamental de la coopération au développement: quels sont ces principaux stéréo-*

*types et d'où viennent-ils? Comment expliquez-vous ces mythes? Sont-ils seulement le signe d'une absence de connaissance du milieu ou bien dénotent-ils aussi un non-respect flagrant d'autrui, la vision d'un développeur qui sait ce que l'autre est et ce qui est bien pour lui?*

On voit effectivement fleurir les stéréotypes dans la littérature sur le développement et dans les journaux. Il y a par exemple, surtout pour l'Afrique, *la communauté villageoise consensuelle*. C'est un exemple classique des stéréotypes qui tendent à dessiner une sorte d'Afrique de la palabre où tout le monde se mètrait d'accord et où il n'y aurait pas de rapport de force. Mais le stéréotype inverse existe aussi, celui des *situations conflictuelles en permanence*. C'est pourquoi, les stéréotypes ne doivent jamais être considérés dans un seul sens. Un autre stéréotype est celui de *l'acteur rationnel*, ce petit entrepreneur, ce paysan d'élite que le développement cherche désespérément. Inversement, on trouve *l'Afrique de la tradition*, de la coutume, stéréotype qui empêche de voir que rien aujourd'hui en Afrique n'est pareil à ce qui se passait il y a un siècle, même si les apparences le font croire à des gens mal informés, extérieurs à la réalité. Il y a aussi le stéréotype de *l'Afrique écrasée*, de la toute puissance du marché mondial, de l'impérialisme, du néocolonialisme, etc. qui sous-estime la marge de manœuvre des acteurs sociaux en Afrique, que ce soit au niveau des gouvernements, mais aussi au niveau des acteurs de base ou des producteurs.

On a donc toute une série de croyances qui se renvoient et qui font souvent peindre la réalité comme on voudrait qu'elle soit plutôt que telle qu'elle est. Dans un chapitre de cet ouvrage, j'ai par exemple insisté sur le *populisme*. Le populisme est une sorte de matrice de stéréotypes.

Le principe de tous ces stéréotypes est qu'ils intègrent toujours tel ou tel élément en soi valable ici ou là, mais procèdent par une généralisation abusive à tout un ensemble. J'ai d'ailleurs oublié ci-dessus un autre stéréotype qui peut servir d'exemple à ce processus de généralisation. C'est celui de *l'Afrique rebelle*, qui refuserait en quelque sorte le développement, l'économie moderne, etc. pour se replier sur elle-même. Or si on trouve effectivement, dans tel ou tel endroit et telle ou telle région d'Afrique, des phénomènes de repli de la paysannerie et de refus de l'économie monétaire, ils sont en fait très marginaux.

Prendre un trait, un trait particulier ou un trait conjoncturel, et l'étendre à un groupe social entier, voire à un pays entier, voire même à l'Afrique

entière, c'est ce qui produit le stéréotype. C'est là aussi une forme de ce mépris que vous mentionniez dans votre question. Par la généralisation on ne respecte pas la situation complexe d'autrui.

Je suis quand même frappé de la très grande méconnaissance des réalités africaines "de base" d'un certain nombre de décideurs dans le domaine du développement. On trouve à des postes à responsabilité des gens qui ne connaissent strictement rien à la vie paysanne ou urbaine des populations dont ils entendent améliorer le sort, et dont le niveau d'incompétence "sociale" est à mon avis ahurissant. On les trouve un peu partout. Je peux le dire puisque je n'ai pas seulement un peu fréquenté la coopération française mais quelques autres dont je tairai les noms.

Il y a un autre problème lié à ces stéréotypes, c'est qu'on doit passer beaucoup trop d'énergie, en tout cas pour les chercheurs, à lutter contre eux. C'est dommage parce que cela nous tire en arrière. On est toujours en train de réaffirmer que la terre est ronde face à ceux qui la disent plate. Il n'est pas très intéressant de mener une lutte perpétuelle contre ces stéréotypes, qui nous agacent à cause de leurs effets négatifs, alors qu'au fond notre travail est quand même d'aller plus loin, de mener des recherches positives sur la réalité complexe des processus sociaux plutôt que de démonter les simplifications imbéciles de tel ou tel. Par exemple, on sait depuis fort longtemps que l'Afrique des villages n'est pas consensuelle mais divisée en intérêts multiples, mais on perd beaucoup de temps à le réaffirmer sans arrêt parce qu'on se trouve auprès des gens qui sont prisonniers de cette vision idéalisée.

Ceci étant, je crois que c'est inévitable, qu'on ne peut pas rêver d'un espace intellectuel qui serait libéré de la pression des stéréotypes. Autrement dit, il faut vivre avec parce qu'on ne leur fera jamais la peau définitivement.

*C'est paradoxal car les trente dernières années de coopération auraient dû montrer aux bailleurs de fonds et aux intervenants du développement que, ma foi, on est pas arrivé à nos fins.*

Oui, vous avez raison. On voit toujours ressortir les mêmes choses. Dans le domaine de la santé, sur lequel je travaille en ce moment, on voit sans arrêt ressortir des programmes de formation de secouristes villageois et de matrones, alors que depuis trente ans et même plus on sait que cela ne marche pas dans 99% des cas, que ces gens hâtivement sélectionnés et mal formés n'ont à peu près jamais ni les médicaments ni la compétence ni la

légitimité ni la confiance qu'il faut. Autrement dit, tout ce système de soins de santé primaire, sous forme "communautaire", continue imperturbablement à être relancé et réalimenté. On apprend certes des choses des expériences antérieures, mais on ne sait pas toujours en tirer les bonnes leçons et changer notre façon de faire.

*Le fil rouge de votre argumentation porte sur l'analyse des comportements des acteurs, qui sont en interrelation, et dont dépend finalement le changement social. Il s'agit à la fois d'acteurs locaux, internes au milieu, mais aussi d'acteurs intervenant de l'extérieur et d'acteurs qui ont un rôle de médiation, de courtage et de transition entre différents mondes, perceptions et visions. Votre démarche vise à déceler les différents intérêts, stratégies, réactions, représentations et les conflits qu'il peut y avoir entre les acteurs. Je suis d'avis qu'une telle démarche n'est pas seulement pertinente pour analyser le phénomène du changement social dans un village africain mais dans toute autre situation et à chaque niveau d'interrelation entre acteurs. Partagez-vous cet avis ou pensez-vous que la démarche est plus particulièrement indiquée pour les situations que vous appelez "développementnistes", où les affrontements et les chocs entre les différentes logiques sont plus prononcés?*

On pourrait dire que tout processus de changement implique inévitablement une composante de négociation entre les acteurs, non seulement relative aux stratégies des acteurs, mais aussi relative aux critères d'évaluation et aux normes qui régulent ces stratégies. Dans le domaine du développement aussi, les acteurs jouent avec des règles du jeu qu'ils sont en même temps en train de négocier. Toutes les situations de changement impliquent une remise en cause des normes et des positions acquises, dans des processus de confrontations, négociations, alliances, etc. Maintenant, il y a un type particulier de situation de changement dans lequel il y a des acteurs qui se positionnent en "changeurs" des autres, en intervenants volontaristes. Ces situations ne concernent pas seulement le monde du développement. On les trouve dans les sociétés européennes de manière analogue. Pensons par exemple au "développement culturel", à l'extension de la culture à tous ou à l'accès de tous à la culture savante. Ou bien pensons au développement social, ce que l'on appelle en France le "développement social des quartiers". C'est exactement du même ordre.

Les situations de développement en Afrique, qui sont caractérisées par la tentative permanente de “greffes” d’argent, de technologies, de savoir-faire, de modes de vie et de pensée, à partir des institutions de développement et vers les populations locales, sont en fait un cas particulier de ces interventions volontaristes privées ou publiques que l’on retrouve sur toute la planète, et qui elles-mêmes ne sont qu’une forme particulière des processus de changement. Il faut savoir en effet que les processus de changement interviennent spontanément, et ne sont évidemment pas limités aux “interventions».

*En lisant votre livre, on peut cependant avoir l'impression que le changement social en Afrique est très profondément influencé par l'esprit "développementaliste". D'autre part, vous dites aussi que les populations, face à des interventions extérieures (sous formes de projets de développement), résistent, "s'arrangent" et développent des stratégies de "déviation" pour s'approprier les avantages d'un projet. Cela ne démontre-t-il pas que les gens ont, indépendamment de l'intervention extérieure, une stratégie de "leur" développement? On pourrait alors dire que chaque groupe social pratique, consciemment ou non, le changement social. Les facteurs "extérieurs" sont alors intégrés dans la stratégie "interne"! Finalement je me pose la question de savoir si on ne surestime pas l'influence de la coopération internationale dans le changement social des sociétés africaines? Qu'en pensez-vous?*

Il y a vraiment un malentendu sur le terme “développement”. J’utilise ce terme pour éviter tout aspect normatif lorsque je veux parler des interventions faites au nom du développement, comportant des interventions volontaristes et des intervenants. Je préfère utiliser le terme de “changement social” pour désigner exclusivement ce qui est au fond le produit des dynamiques des sociétés locales. Dès lors, je crois qu’il n’y a pas en fait de désaccord.

Le “développement”, en tant qu’aide au développement, est plus important en Afrique qu’ailleurs à cause de l’importance de l’endettement, de la crise de l’État, de la faiblesse des ressources internes, etc. Autrement dit, la politique internationale vis-à-vis de l’Afrique, comme la politique tout court en Afrique même, comme toute politique économique en Afrique, sont totalement structurées par ce qu’on appelle le “développement”, l’aide au déve-



*loppement* et la coopération. Les institutions de développement et les flux financiers qu'elles régissent y sont devenus incontournables, beaucoup plus qu'ailleurs, qu'il s'agisse de l'État, de l'administration, des Églises, de la gestion, de la prospective, de la planification, etc. Cette présence du monde du "développement" se répercute jusque dans les villages où parfois elle est coextensive à la présence de l'État, même si de plus en plus souvent les "projets" remplacent l'État. Mais en même temps il est vrai que tout cela est détourné, démembré, déstructuré par les populations et groupes sociaux destinataires, et repris dans d'autres dynamiques qui ne sont pas externes mais internes, si tant est qu'on puisse distinguer les deux.

Par exemple, un des effets des interventions en développement est l'implantation de radios rurales qui émettent des messages d'éducation. Mais la diffusion du transistor s'est faite, elle, depuis trente ans sans action de développement. Il s'est agi là d'un changement spontané, non induit par des intervenants en développement. Du point de vue des acteurs de base, les deux dynamiques se mélangent complètement. Les réactions locales aux interventions en développement et les dynamiques endogènes de changement sont incorporées les unes aux autres, et deviennent indiscernables.

Dans un village, comment faire la part entre, d'une part ce qui est "vraiment interne", d'autre part ce qui vient des migrants et des différents contacts "spontanés" avec l'extérieur, et troisièmement ce qui est dû aux effets, directs comme indirects, des interventions extérieures de développement ? tout cela se mélange, c'est clair.

*Selon le cas, c'est approprié, refusé, intégré ou dénié, comme vous le dites dans votre texte.*

Tout à fait, et je ne veux donc pas hypertrophier l'influence des développeurs, bien que j'insiste sur l'omniprésence des institutions, des moyens et du langage du développement. Je pense que j'ai analysé dans mon ouvrage les processus de démembrement et de transformation des opérations de développement par les acteurs.

*Et c'est très difficile de distinguer pour chaque cas ce qui est interne de ce qui est externe. Ce n'est en fait même pas tellement important.*

Exactement, nous sommes bien d'accord. Ce n'est pas tellement important, parce qu'on sait qu'il y a à la fois des dynamiques internes, des échanges locaux et régionaux, et des interventions en développement, elles-mêmes détournées, démembrées, réappropriées.

*J'ai une sous-question pour donner un peu plus d'importance, au niveau de l'analyse, à l'effet que les moyens financiers venant de l'extérieur ont sur le changement social et l'autonomie des gens. Comment voyez-vous cela?*

Les modalités de la coopération ont certainement largement développé des stratégies "assistancialistes" du côté des gouvernements comme des populations. Si je dis "ont développé", c'est parce qu'il y en avait sans doute déjà avant. Je pense qu'on trouve des stratégies "assistancialistes" partout dans le monde. Cela fait partie des logiques de comportement normales que d'essayer d'obtenir de l'argent lorsqu'il semble disponible. La recherche de fonds, de mécènes, de subventions se retrouve sous toutes les latitudes. Cependant les formes spécifiques de l'aide au développement et le système des "projets" ont très largement développé un "assistancialisme" particulier, surtout en Afrique. Alors, quelles sont les alternatives? je suis mal placé pour le dire. Actuellement on parle beaucoup de formes de crédit, crédit rural, crédit populaire, crédit agricole etc. comme étant des moyens de distribuer des ressources indispensables, tout en relayant et dépassant la forme "assistancialiste". Pourquoi pas? mais ce qui reste certain c'est que, quand un projet arrive quelque part, il est d'abord perçu par les populations et les agents et fonctionnaires locaux comme un ensemble de ressources dont il faut essayer de profiter au maximum. C'est clair et c'est normal. Nous, à leur place, ne ferions-nous pas exactement la même chose?

*Votre conclusion sur la relation entre la recherche et l'action, respectivement entre les chercheurs et les acteurs engagés dans l'action, nous intéresse beaucoup. Vous montrez bien les difficultés qu'il y a dans ces relations, mais vous indiquez également des possibilités concrètes de collaboration accrue (formation d'agents à la dimension socio-anthropologiques, analyse des échecs et des dérives d'action, application de nouvelles méthodes d'enquête, etc.). Permettez-moi de vous poser une question qui dépasse l'objectif de votre ouvrage (qui est de contribuer à améliorer la qua-*

*lité des services que les institutions de développement proposent aux populations) même si vous l'abordez également, à savoir: comment la socio-anthropologie peut-elle contribuer à ce que les populations deviennent davantage maîtresses de leur développement? En d'autres termes, cela revient à s'intéresser aux paradigmes que vous mentionnez dans votre livre (1. le développement a pour objet le bien des autres et 2. le développement implique le progrès technique et économique). Comme vous le dites, ces deux paradigmes sont rarement mis en cause. La question se pose pourtant concrètement, comment la socio-anthropologie peut-elle ou doit-elle s'y prendre pour faire avancer le débat sur ces questions de fond? Pouvez-vous nous indiquer quelques pistes de réflexion?*

Une petite correction est nécessaire: l'objectif de mon ouvrage n'est pas en soi de contribuer à améliorer la qualité des services que les institutions de développement proposent aux populations; c'est là seulement l'objectif que j'assigne à l'anthropologie appliquée. Le livre lui-même se situe plus au niveau théorique et d'une anthropologie "fondamentale" du développement, nécessaire à, et complémentaire de l'anthropologie appliquée. Mais revenons à la question. Que les populations soient plus maîtres de leur développement? Qui ne saurait être d'accord? En même temps, en se référant au débat sur la question précédente, on peut dire qu'elles en sont déjà maîtres d'une certaine façon, parce qu'elles utilisent les ressources des institutions d'aide à leur façon.

*Néanmoins l'acteur extérieur a un poids important dans le changement social. La socio-anthropologie ne devrait-elle pas, non pas dénoncer cette pratique, mais l'analyser? Ne devrait-elle pas contribuer au changement de cette situation, non seulement sur le terrain mais aussi au niveau des institutions?*

Pour employer la formulation la plus prudente possible, disons qu'il faudrait que les aides extérieures soient au plus près des dynamiques internes. Sachant que de toute façon il y aura des opérations de développement, et que ces opérations seront démembrées par des dynamiques internes, on peut se dire que, tant qu'à faire, autant que les projets qui seront proposés soient au plus près des préoccupations des acteurs locaux.

Le problème ici est que cette vision entre en contradiction avec la logique du “marché du développement”. Soit dit en passant, si on veut appuyer des dynamiques internes dans un milieu social donné, on a besoin des sciences sociales d’abord pour repérer ces dynamiques, ensuite pour suivre ce que devient sur le terrain cet appui fourni à ces dynamiques. Mais ce type d’interventions reste nécessairement modeste et discret. La démarche n’est pas visible. Elle ne fait pas rouler les tambours ni sonner les trompettes. D’où la contradiction avec la manière dont est structuré, de plus en plus, le marché du développement, qui veut montrer des résultats et opère par “marketing”. Je trouve qu’il y a beaucoup d’exemples, surtout depuis une quinzaine d’années, de démarches fort louables dans leurs principes mais qui, par le simple fait qu’elles se soient autoproclamées et imposées comme des rhétoriques, comme des modes, deviennent absurdes. Parce qu’après tout, qui peut-être contre l’auto-développement, autopromotion, le développement participatif ? Mais lorsque cela devient des sortes de slogans de vente de projets à des bailleurs de fonds, cela perd beaucoup de sa force et de son intérêt. S’il y a des dynamiques internes, ça ne se proclame pas. L’auto-développement ne se proclame pas.

Bref, il me semble qu’il y a une forte contradiction entre des formes d’aide qui se limiteraient à être des appuis à des dynamiques internes (aides donc nécessairement très souples et non standardisées, discrètes, relevant du bon sens et d’humbles compétences, peu chargées en rhétorique, s’installant dans le moyen ou le long terme, contextualisées et localisées) et les contraintes du “marché du développement”, qui exigent de la part des experts, des institutions de développement et de recherche-développement, des bailleurs de fonds et des ONG, de se présenter en Zorro, porteurs de nouvelles recettes et munis de méthodes standardisées, et qui enfin “sauveront” le développement. Cela autodétruit les meilleures idées.

*Si l’on se rend compte de certaines contradictions, cela peut déjà beaucoup nous aider à ce qu’on n’aille pas trop vite, qu’on n’intervienne pas trop massivement.*

Je suis d’accord. J’ai eu l’occasion, il y a quelques mois, de participer à une session de formation d’agents de développement. C’était d’ailleurs sur le thème de l’auto-développement, de auto-promotion. Et j’ai été très frappé de voir à quel point “auto-développement” et “auto-promotion” étaient devenus les piliers d’une nouvelle “langue de bois”. Les agents de développement

présents, qui étaient totalement imprégnés de ce langage, pouvaient en même temps émettre des opinions et propos tout à fait méprisants et autoritaires vis-à-vis des paysans... Ce que je veux dire c'est que, s'il s'agit d'essayer d'appuyer des dynamiques locales, des dynamiques paysannes, c'est très bien, mais cela implique quelque savoir, beaucoup de bon sens, et aucun gadget miracle. En revanche, s'il s'agit de proclamer que l'autoformation ou l'auto-développement sont "les" nouvelles solutions à condition d'adopter la méthode X ou la procédure Y, cela me semble totalement absurde et ne pas valoir mieux que les systèmes hiérarchiques anciens.

Vous évoquiez deux paradigmes que je décris dans mon livre, le paradigme altruiste et le paradigme progressiste. Quiconque intervient dans le domaine du développement dit le faire pour le bien des autres, et pour amener un plus ou un mieux. Autrement dit on ne peut être "développeur" sans se situer à l'intérieur de ces deux paradigmes. Mais on peut y être de plusieurs façons. Même les interventions plutôt hiérarchiques ou autoritaires s'en revendiquent. Le médecin colonial militaire agissait pour le bien et pour le progrès. Le système "training and visit" aussi. Et les formules "participatives" aussi.

*Est-ce que la coopération peut finalement jouer un rôle dans la recherche d'autonomie des acteurs locaux et des institutions, pour ne pas parler d'autarcie? Est-ce qu'elle peut s'orienter en direction d'un changement social plus fortement déterminé par le jeu des acteurs locaux et où l'acteur externe perde effectivement du poids? C'est cela que je voudrais pousser comme réflexion.*

Sur le fait que la coopération évolue, tout dépend de la période de référence qu'on prend. La coopération est née dans une certaine conjoncture historique. Est-ce qu'elle n'a pas créé au fond des mécanismes qui s'auto-entretiennent (de façon quasi structurelle) tout en se conjuguant avec les intérêts d'acteurs locaux comme internationaux (de façon stratégique)? au fond, on aimerait bien que ce type de coopération soit révolu, mais je ne suis pas sûr qu'il le soit de sitôt dans la situation actuelle des États et des économies africaines. Parce que la coopération alimente les flux "assistancialistes", qui eux-mêmes entretiennent la dépendance. Pour le moment on ne voit guère comment briser ce cercle vicieux, mais il est certain que le jour où il sera rompu, la "coopération" sous sa forme actuelle sera révolue. Aujourd'hui ce n'est qu'un vœu, qui le restera sans doute à moyen terme, voire même à long terme.

*Je suis d'accord avec vous, l'évolution va plutôt vers un renforcement ou un accroissement du rôle de la coopération vue comme un service social international. Est-ce qu'elle ne pourrait pas avoir un autre rôle?*

Il me semble cependant que bien des aspects de cette coopération ont quand même changé. L'aspect qui a le plus fleuri depuis 20 ans est le système des "projets". Actuellement le système des projets me semble en phase déclinante. Il commence à être la cible de plus en plus de critiques, même s'il n'y a pas encore d'alternatives claires à ce système. On voit bien que les projets, qu'il s'agisse de gros projets internationaux ou de petits projets d'ONG, sont tous des sortes de mini États, et d'enclaves. Au fond, tout en contribuant à la désintégration de l'État, car ils le court-circuitent, ils sont basés sur les mêmes règles de fonctionnement que l'État avec toute sa lourdeur bureaucratique.

Une doctorante qui travaille avec moi a fait une recherche sur le Mali. Il était frappant de voir que dans les trois projets d'ONG qu'elle avait étudiés les règles comptables et les mécanismes de financement étaient aussi lourds que ceux de la Banque mondiale. En fait, malgré leur idéologie "participative", les projets en question étaient incapables de s'autoadapter et n'avaient aucune souplesse. Au fond, les projets qui entendent ou prétendent appuyer des dynamiques locales en sont incapables du fait du système même des projets. La façon dont on doit concevoir des projets et les présenter aux bailleurs, dont on doit établir un calendrier de financement, le type de rapports d'évaluation qui est exigé, etc. tout ceci accroît l'écart entre les projets et les dynamiques locales. Le projet devient une mécanique en elle-même, une organisation en elle-même. Pour changer les choses on est probablement obligé de sortir du système des projets. C'est peut-être le seul moyen. Mais comment faire ?

*Justement, est-ce qu'on pourrait ajouter à votre argumentation sur les stratégies de survie, les stratégies ou les comportements en matière de changement social, et arriver sur cette base à identifier les visions, les programmes ou les désirs d'action des acteurs eux-mêmes?*

Ce que vous proposez, et ça ne me déplaît pas du tout, c'est au fond de partir des "projets" des acteurs, le terme étant ici pris dans un autre sens. On

peut supposer qu'ils ont souvent des "projets"; même si tous n'en ont pas, même si certains, face à leurs propres difficultés, n'ont pas de solution à moyen terme ou ne peuvent se "projeter" dans l'avenir.

Je reviens à cette histoire de crédit. Je ne suis pas du tout un fanatique des banques mais on peut néanmoins relever deux éléments intéressants:

1. Les sociétés africaines sont extrêmement monétarisées, malgré le peu de ressources. C'est paradoxal. Certaines études montrent qu'il y a cinquante fois plus d'argent qui circule que ce que les gens gagnent! Ici au Niger, c'est tout à fait intéressant de voir que si les gens gagnent dix dans l'année, il y a cent qui leur passe entre les mains. On voit que le goulot d'étranglement pour les projets des gens c'est l'argent, qui change souvent de mains sans pouvoir être investi.

2. Il y a actuellement très peu de systèmes de crédit. Je parle de crédits accessibles aux acteurs privés. Les banques cherchent partout des entrepreneurs privés pour leur donner des crédits, mais elles exigent que ces entrepreneurs correspondent à certains profils, et entrent dans le modèle de la banque classique. Or il y a tous les autres, c'est-à-dire ceux qui veulent s'installer dans le village ou acheter une pirogue pour faire du commerce ou simplement acheter un stock de vêtements à Bamako pour le revendre. Pour ce type de projets-là, le facteur déterminant reste le crédit car les gens ne peuvent épargner et n'ont pas de possibilité d'autofinancement. Qu'est-ce que c'est que d'accorder un crédit individuel à quelqu'un si ce n'est justement de lui demander de définir un "projet" et d'analyser ensuite avec lui les chances que ce projet marche? Il y a certainement dix mille autres modèles possibles que le crédit bancaire. Il ne faut pas non plus en faire la recette miracle, ce serait aussi absurde. Cependant, il y a certainement, autour du crédit, parce qu'il est destiné à aider les "projets" des gens dans leur propre environnement, une sphère qui échappe au système des "projets" de développement. Quand on appuie les "projets" des gens, on sort des structures de "projets" classiques, avec leurs assistants techniques européens, leurs 4x4, leur logistique et leur bureautique. Dans le premier cas, 90% des sommes vont directement aux gens, alors que dans le second cas c'est souvent l'inverse, 90% des sommes servent à l'autoproduction du projet de développement et de son système d'évaluation.

Il me semble en tout cas qu'il faudrait tenir davantage compte des stratégies des acteurs, qui influencent activement le changement social. Ceci inclut non seulement les stratégies en réaction aux "projets" et aux aides au développement, mais aussi les stratégies innovatrices.

*Là où ça se complique, c'est que la coopération a comme tradition de travailler plutôt avec des collectifs. On dit aux gens "regroupez-vous" et cela est une grande bêtise car on impose en fait une forme sociale que les gens n'auraient pas décidé d'eux-mêmes s'il n'y avait pas eu de partenaire extérieur. Cela me gêne beaucoup.*

Cette obsession des institutions de développement pour la forme collective est assez ahurissante. Elle est souvent promue au nom du développement participatif, ce qui est paradoxal, car en fait la plupart des associations ou groupements ne se créent que sous la pression ou l'incitation des institutions d'aide... En faisant cela, non seulement on suscite artificiellement, ou on impose, mais surtout on préconise quelque chose qui ne marche pas. C'est-à-dire qu'on crée des problèmes inutiles aux gens. Par exemple, dès qu'une caisse collective se met sur pied, cela crée un espace de soupçon. C'est-à-dire que tout gestionnaire va être accusé de détournement, que ce soit vrai ou non. On multiplie les conflits et les difficultés avec cette obsession de vouloir mettre en place des caisses collectives. Pourtant beaucoup d'investissements peuvent parfaitement passer par d'autres réseaux et d'autres modes de gestion, et il n'y a pas forcément besoin par exemple de faire une association dotée d'un comité de gestion pour un moulin à mil. Il peut y avoir trois moulins à mil privés, et cela marche en général beaucoup mieux. Je ne suis pas du tout en train de faire un plaidoyer pour la libre entreprise, mais je pense qu'il ne faut pas, pour des raisons idéologiques, créer artificiellement des associations. L'accès aux ressources ne devrait donc pas être conditionné par des stéréotypes comme celui de l'"associativisme".



4

NOUVEAUX CAHIERS DE L'IUED

# Impasses et promesses

L'AMBIGUÏTÉ DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

*Sous la direction de Daniel Fino*

Collection Enjeux

puf

